



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 19/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SMURFIT KAPPA FRANCE**

5 avenue du General De Gaulle  
94160 Saint-Mandé

Références : D2 i 2025 1264  
Code AIOT : 0005701503

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté Quai du Canal BP 2 51150 Tours-sur-Marne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a été réalisée en inopinée et avait pour thème de contrôle la gestion des déchets du site.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- Quai du Canal BP 2 51150 Tours-sur-Marne
- Code AIOT : 0005701503

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Smurfit Kappa France est une usine positionnée entre le canal et la rivière Marne qui fabrique des cartons d'emballages alimentaires. Le site est soumis à autorisation au titre des rubrique 2445 et 2450 de la nomenclature des ICPE.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Tri à la source	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2	Demande d'action corrective	1 mois
4	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Priorité des modes de traitement des déchets	Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1	Sans objet
3	Traçabilité des déchets dangereux	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Deux non-conformités ont été identifiées au cours de la visite. Ces dernières nécessitent la transmission de justificatifs de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Tri à la source**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2020, article L541-21-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri à la source
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques, du verre et du bois.</p> <p>Tout producteur ou détenteur de déchets de construction et de démolition met en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée</p>

des déchets, notamment pour le bois, les fractions minérales, le métal, le verre, le plastique et le plâtre. (...)

**Constats :**

Sur site, l'Inspection a pu constater la présence de plusieurs bennes, conteneurs dédiés à la collecte de déchets de cartons, ferrailles, luminaires et aérosols utilisés en maintenance.

Les déchets cartons produits par le site sont quant à eux collectés et transportés vers la cartonnerie appartenant au groupe située à Epernay en vue de les réutiliser. Environ un camion par jour effectue le déplacement selon l'exploitant.

Une tâche rougeâtre au sol a pu être constatée au niveau d'un conteneur à ferraille localisé du côté du parking poids lourds devant le bâtiment d'expédition (cf photos). Les bidons entreposés dans le conteneur au moment de l'inspection étaient des bidons de surlaque mate anti glissante. La fiche donnée de sécurité du produit a été fournie par l'exploitant. La fiche indique que le produit n'est pas dangereux pour l'homme ou l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de vérifier l'étanchéité du conteneur de déchets utilisé. Les coulures sur le sol sont à nettoyer. Les justificatifs des actions entreprises sont à transmettre à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Priorité des modes de traitement des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 29/07/2020, article L541-2-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, traitement des déchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1.

L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit.

Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques.

La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.

II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes. Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre.

(...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant déclare valoriser au mieux ses déchets. Les déchets cartons sont collectés et renvoyés vers l'usine SMURFIT à Epernay afin de les réutiliser dans le processus de fabrication de cartons ondulés. Les déchets de types feuilards, plastiques et boues sont pris en charge par SUEZ. Les luminaires sont repris par le fournisseur d'électricité selon l'exploitant. Les huiles sont reprises par ECOHUILE, un bon d'enlèvement pour 0,9 tonnes d'huiles usagées pour le 23/05/2025 a été présenté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Traçabilité des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R 541-45-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets Dangereux – Trackdéchets (TD)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un compte sur la plateforme Trackdéchets. Par sondage, l'Inspection a procédé à la vérification de la bonne déclaration des Bordereaux de suivi de déchets. Le BSD du 16/07/2025 traçant l'origine et la destination de 11,68 tonnes de boues a été présenté à l'Inspection. Le site était bien identifié comme producteur du déchet. La destination du déchet était également renseignée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets – Registre chronologique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3</li> </ul> <p>c) Origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet,</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement</li> </ul> <p>(...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique se servir de Trackdéchets comme registre de déchet. Il dispose cependant d'un tableur recensant le tonnage de boues sortant du site par exemple. Toutefois ce tableur ne contient pas toutes les informations attendues comme le numéro SIRET de l'établissement vers lequel le déchet est expédié.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir la preuve de la mise en place d'un registre chronologique des déchets conforme à la prescription visée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>